

07/03/2 Des

Des « femmes courage » en première ligne au Moyen-Orient

Elles ne veulent pas laisser les hommes occuper seuls la première ligne de la contestation des dictatures au Moyen-Orient et font entendre leur voix



Sihem Bensedrine (ici en 2005, à Tunis), célèbre militante des droits de l'homme harcelée par le régime de Ben Ali redémarre son métier de journaliste (photo Belaid/AFP).

En Tunisie, Sihem Bensedrine la tenace

A 61 ans, certains songent à couler des jours paisibles à la retraite. Sihem Bensedrine, elle, démarre une nouvelle vie dans la Tunisie démocratique naissante. Emportée dans le tourbillon tunisois, elle parle vite parce que le temps lui manque.

Depuis quelques jours elle goûte une belle revanche de l'histoire. Le tribunal administratif a annulé le 28 février dernier une décision du ministre de l'intérieur de 1999 qui interdisait le Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT) – effaçant douze ans d'illégalité sous le régime Ben Ali. Elle est une des fondatrices et l'actuelle porte-parole. « On est légaux rétroactivement », s'émeut-elle dans les bureaux du CNLT, un appartement au bout d'un couloir, sans plaque sur la rue, qui a encore l'allure d'un repaire pour dissidents.

La justice ne peut, en revanche, effacer la galère des années. Militante historique, Sihem Bensedrine quitte en 1994 la Ligue tunisienne des droits de l'homme avec l'ancienne équipe de direction lorsque, par un coup de force, les militants du parti de Ben Ali prennent le pouvoir en son sein.

C'est pendant ces années de « silence de cimetière », selon son expression, que, à 35, ils réalisent ce coup de bravoure : ils fondent le CNLT, restent en petit comité soudé pour éviter d'être infiltrés et travaillent dans la clandestinité avec la police politique qui campe à leur porte. « On a réussi à publier des listes de tortionnaires et de prisonniers politiques, Internet nous a sauvés. »

Sihem Bensedrine a tout enduré. Journaliste empêchée de travailler, sa première maison d'édition fut mise en faillite en 1994, sa seconde fermée en 2000. Elle fut salle par des montages pornographiques, privée de passeport, son mari agriculteur mis en résidence surveillée, etc.

La solidarité familiale joue alors à plein pour nourrir les trois enfants puis l'aide internationale (une bourse allemande pour journalistes persécutés, un financement du Pen Club international) fournit des subsides après son arrestation en 2001. « Ce fut la première erreur du régime Ben Ali, mon arrestation a suscité un élan d'indignation et de solidarité internationale, avant on nous tuait à petit feu », explique-t-elle.

Bientôt Sihem Bensedrine touchera un vrai salaire. Sa radio indépendante, « Kalima » (« parole ») dispose d'un studio complet offert par France Inter et émet sur le Web en attendant d'avoir une fréquence radio.

Et, main dans la main, le CNLT, la Ligue (qui a retrouvé son intégrité dans les années 2000), l'Association des femmes démocrates et le Syndicat des journalistes se consacrent déjà aux enjeux des réformes démocratiques, en restant très vigilants. « Le risque d'infiltration reste totalement d'actualité », affirme celle à qui on n'en conte plus depuis longtemps.

En Egypte, Soulefa Magdi la discrète

Un voile rouge et noir noué derrière la nugue. Soulefa Magdi est















comme toujours impeccable : ses vétements sont parfaitement accordés aux couleurs de son voile, et un trait de khôl souligne ses grands yeux noirs. Cinq jours après la chute de Hosni Moubarak, cette militante de 24 ans participait à une réunion de Justice et Liberté, le mouvement pour la démocratie qu'elle a créé avec une centaine d'autres jeunes en juillet 2010.

- « On avait tous été émus par le meurtre de Khaled Saïd, un jeune qui avait été battu à mort par des policiers en civil à Alexandrie, un mois plus tôt. Les photos de son visage tuméfié ont circulé sur Internet. Il aurait pu être mon frère, mon ami, mon fiancé. » Cet énième cas de violence policière a poussé Soulefa à lutter contre le régime de Hosni Moubarak.
- « Depuis longtemps je voulais changer les choses, mais je ne savais pas trop comment. J'ai travaillé quelques mois comme journaliste, mais ça ne me semblait pas suffisant », explique-t-elle. Lorsqu'elle rencontre des jeunes qui ont les mêmes idées qu'elle, elle trouve enfin l'engagement qui lui correspond, loin des partis politiques compromis avec le pouvoir. « L'idée de ce mouvement est de réunir la critique du régime et les revendications économiques, parce que les deux sont liés. »

Dans les réunions politiques, Soulefa est loin d'être la première à prendre la parole. La jeune fille, employée de banque dans la vie courante, est plutôt discrète. Mais cette ancienne étudiante en droit sait ce qu'elle veut : pendant le soulèvement, elle était chaque jour dans les manifestations, faisant face aux gaz lacrymogènes, aux hommes de main du régime, dormant sur la place Tahrir.

Elle a aussi tenu tête à son père, membre du parti au pouvoir. « Il désapprouve mon engagement, mais en plus il pense que la politique, c'est comme les milieux artistiques : les filles ne devraient pas s'en mèler pour conserver une bonne réputation! »

Même si elle déplore qu'ils ne se parlent presque plus, elle tient à sa liberté. « C'est ma vie : mon père devrait respecter mes choix politiques, comme moi je respecte les siens. Je ne pense pas faire quelque chose qui déplaît à Dieu en me battant pour la démocratie, c'est l'essentiel. » Sa mère, palestinienne, l'a en revanche soutenue dès le début.

La jeune fille admet qu'il reste beaucoup à faire pour détruire le régime en place. Mais ce qui a été accompli la remplit déjà de joie. « Lorsque j'ai commencé ce combat, je révais de voir un jour les gens marcher dans la rue avec le sentiment d'être libres "à l'intérieur". Et ce jour est arrivé », dit-elle, le visage rayonnant.

En Libye, Inès Al Drissi, éprise de liberté

Depuis deux semaines, Inès et son amie Najla s'occupent des journalistes étrangers qui affluent à Benghazi : elles les aident à trouver des traducteurs, des contacts, les renseignent sur les conférences de presse de l'opposition. « Nous sommes reconnaissants envers la presse, c'est très important de raconter ce qui se passe ici », affirme Inès Al Drissi, 23 ans.

Elle enchaîne réunion sur réunion : celles du « service de presse » des insurgés, celles du « comité éducation », dont elle fait partie. Dévouée à la révolution, elle rentre rarement chez elle avant 22 heures. « Cela me semble naturel. J'ai rejoint les manifestants devant le palais de justice de Benghazi le 17 février, alors que plusieurs de mes amis étaient déjà en train de se battre. Certains ont été tués depuis. Nous voulons en finir avec la dictature de Kadhafi. Nous irons jusqu'au bout », martèle la jeune femme au regard vif.

Issue de la petite bourgeoisie de Benghazi, Inès, contrairement à la quasi-totalité des Libyennes de sa génération, ne porte pas le voille. « Certains me disent que je vais aller en enfer parce que je suis pas voilée. Je n'y crois pas. Je prie cinq fois par jour, et ce que je fais pour mon peuple, en me battant pour la liberté, je pense que c'est plus important aux yeux de Dieu », dit-elle simplement, rajustant ses lunettes aux larges montures rouge vif.

Avec son frère Anas et ses amis, l'étudiante en médecine a d'abord imaginé la révolution sur Facebook. « On discutait en ligne d'organiser des manifestations à Benghazi, après les révolutions en Tunisie et en Égypte. Mais on ne pensait pas que la même chose serait possible ici », avoue-t-elle. « Ne serait-ce que défiler dans la rue, ça nous semblait inimaginable », sourit-elle, gonflée d'enthousiasme et de fierté.

Inès pense déjà à l'après-Kadhafi. « Il faut changer beaucoup de choses en Libye, notamment dans l'éducation : il faut réintroduire les langues étrangères, moderniser les méthodes d'enseignement. Et, blen sûr, supprimer l'étude du Livre vert, qui a été obligatoire pour moi du primaire à l'université! »

La jeune femme ne doute pas du succès de la révolution. « Les combats sont de plus en plus durs, il y a beaucoup de morts. Qu'attend la communauté internationale pour intervenir II faut des frappes ciblées sur les intérêts de Kadhafi. »

« Liberté », c'est le mot qui revient le plus dans la bouche d'Inès. Même si le dictateur n'est pas encore tombé, elle s'empare déjà avec avidité de ce nouveau droit. Elle qui a voyagé quelquefois en Europe, elle n'imagine pas, désormais, pouvoir vivre sans dire ce qu'elle poets.

Au Yémen, Tawakol Karman la militante

Son foulard coloré est de tous les défliés. Si ces dernières semaines c'est aux côtés des étudiants en colère qu'on l'aperçoit le plus souvent, par le passé, il a accompagné bien d'autres combats. Depuis 2007, chaque mardi sur la place de la Liberté de Sanaa, le « hidjab militant » de Tawakol s'affiche au côté de Journalistes, citoyens ou intellectuels rassemblés pour défendre la liberté d'expression. Un rendez-vous organisé par la jeune femme elle-

meme, a travers son association remmes journalistes sans chaînes.

La militante s'attache également à protéger les citoyens bafoués et les familles de détenus ; ainsi le vent de contestation qui souffle sur le Yémen depuis plus d'un mois lui apparaît-il comme une aubaine. « C'est enfin l'occasion d'élever notre combat au nouveau national et de rétablir la justice dans notre pays ; c'est notre moment, on ne doit pas le rater », confie-t-elle.

Tawakol a pressenti l'arrivée d'une tempête sur la Péninsule arabique. Le 29 janvier dernier, accompagnée d'une cinquantaine de personnes demandant la chute du régime, elle avait tenté de se rendre vers l'ambassade égyptienne, avant d'être attaquée par des partisans du régime. « Elle essaye de déstabiliser le pays », scandait alors un pro-gouvernement, sa jambya, poignard traditionnel yéménite, fièrement ceinturée autour de la taille.

Mais la jeune femme n'est pas du genre à se laisser intimider. Une heure après cet incident, d'une voix convaincue, elle déclarait : « Je continuerai même s'ils veulent me tuer. Si c'est le prix à payer pour offfrir au Yémen un meilleur futur, je suis prête. S'ils essayent à nouveau de me blesser avec leur couteau, je descendrai à Taez.

Taez est sa ville de naissance. Tawakol a grandi dans cette cité, foyer intellectuel du Yémen, avec ses neuf frères et sœurs. Elle y a étudié la gestion à l'université. Après une brève carrière de journaliste, elle devient membre d'Islah, le principal parti d'opposition. L'arrivée d'une femme sur la scène politique yéménite, jusqu'alors uniquement masculine, fait date.

Aujourd'hui, un mois après l'attaque la visant, une brève détention et plusieurs nouvelles tentatives d'intimidation, perchée sur un podium installé devant l'université de Sanaa, devenu le point de ralliement des manifestants, Tawakol sourit. Telle une artiste qui reçoit les ovations, l'œil ébloui, elle regarde la dizaine de milliers de protestataires venus demander le départ de leur président. Et lance un clin d'œil bref et complice, avant de se retourner vers son public.

Marie Verdier (à Tunis), Nina Hubinet (au Caire et à Benghazi), Charlotte Velut (à Sanaa)



Dans la rubrique Monde

Les Palestiniens remportent une victoire politique grâce au foot

Sarkozy va proposer à l'UE des frappes ciblées en Libye

Maroc : Mohammed VI annonce une "réforme constitutionnelle" démocratique

Au Caire, la colère des coptes

La pression internationale s'accentue pour faire partir Kadhafi

>> Tous les articles de la rubrique

